

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 15 DU 6 MARS 2008
RELATIF AUX SALAIRES AUX 1^{ER} MAI ET 1^{ER} OCTOBRE 2008
(BASSE-NORMANDIE)

NOR : ASET0850576M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Basse-Normandie ;
La CAPEB Basse-Normandie ;
La chambre de l'équipement électrique du Calvados ;
La fédération Ouest des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CFDT ;
La CFTC ;
La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article XII.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives des employeurs et des salariés du bâtiment de Basse-Normandie se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Basse-Normandie à compter du 1^{er} mai 2008 et du 1^{er} octobre 2008.

Article 2

Par dérogation à l'article XII.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, à compter du 1^{er} mai 2008, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

150 : 1 315,74 € ;

170 : 1 333,33 € ;

250 : 1 766,80 € ;

270 : 1 881,47 €.

A compter du 1^{er} mai 2008, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après :

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX
Niveau 1, position 1 OE1	150	1 315,74	8,675
Niveau 1, position 2 OE2	170	1 333,33	8,791
Niveau 2 OP	185	1 382,47	9,115
Niveau 3, position 1 CP1	210	1 524,44	10,051
Niveau 3, position 2 CP2	230	1 637,73	10,798
Niveau 4, position 1 MO1/CE1	250	1 766,80	11,649
Niveau 4, position 2 MO2/CE2	270	1 881,47	12,405

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 332,84 € ;
- la valeur du point (VP) à 5,673 €.

Article 3

Par dérogation à l'article XII.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, à compter du 1^{er} octobre 2008, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

150 : 1 333,79 € ;

170 : 1 351,53 € ;

250 : 1 791,07 € ;

270 : 1 907,10 €.

A compter du 1^{er} octobre 2008, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après :

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX
Niveau 1, position 1 OE1	150	1 333,79	8,794
Niveau 1, position 2 OE2	170	1 351,53	8,911
Niveau 2 OP	185	1 401,43	9,240
Niveau 3, position 1 CP1	210	1 545,21	10,188
Niveau 3, position 2 CP2	230	1 660,18	10,946
Niveau 4, position 1 MO1/CE1	250	1 791,07	11,809
Niveau 4, position 2 MO2/CE2	270	1 907,10	12,574

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 337,35 € ;
- la valeur du point (VP) à 5,751 €.

Article 4

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Caen, le 6 mars 2008.

(Suivent les signatures.)